



programme Solidarité Eau

Faciliter l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous

SOMMAIRE



Un enjeu citoyen	3
1. Qui sommes-nous ?	
Nos actions : comprendre, appuyer, partager	6
Une dynamique d'acteurs en réseau	7
Des valeurs, des principes d'intervention : la charte du pS-Eau	9
2. Les actions menées en 2010	
Recherche et développement	11
Appui conseil aux acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale	15
Communication et diffusion de l'information	32
3. Budget et organisation	
Les sources de financement	37
Les affectations budgétaires	38
Le conseil d'administration et l'équipe d'animation du pS-Eau	39



Un enjeu citoyen

Malgré les efforts d'investissement consentis pendant la décennie de l'eau, près d'un milliard de personnes n'a toujours pas accès à l'eau potable et près de 2,6 milliards à des services d'assainissement. Or l'accès à l'eau et à l'assainissement est un facteur primordial de développement socio-économique durable.

Aujourd'hui, les aides et les investissements publics et internationaux ne suffisent pas à garantir l'accès universel à l'eau. Par ailleurs, si la mobilisation du financement privé international, notamment celui des banques et des grandes entreprises privées, est toujours nécessaire, un recul général de l'engagement de ces acteurs est aujourd'hui avéré. Le défi à relever nécessite toujours et de plus en plus une mobilisation de toutes les énergies au Nord comme au Sud.

L'évaluation récente d'une partie des activités du pS-Eau sur la période 2009-2010 souligne l'importance de se rapprocher des collectivités locales sur le territoire français et d'être encore plus présent en matière d'accompagnement des pays du Sud, notamment en Afrique de l'Ouest et en Méditerranée. C'est pourquoi le pS-Eau a passé plusieurs conventions avec des collectivités locales

soucieuses de développer leurs actions et d'accompagner les démarches engagées par des acteurs qui leurs sont proches.

L'adoption de la loi Oudin-Santini en février 2005 a donné un nouvel élan à la coopération décentralisée sur l'eau et l'assainissement. La montée en puissance de l'application de cette loi est spectaculaire ces dernières années puisque sur les 25 millions d'euros mobilisés par les coopérations des collectivités locales, 19 millions proviennent de la loi Oudin. Néanmoins cette hausse est très progressive car ce sont surtout les agences de l'eau qui ont augmenté le montant de leur action.

La marge de progression des collectivités demeure très importante puisque, bien que certains syndicats ou communautés urbaines engagés couvrent une part significative du territoire, seules 300 collectivités territoriales ou groupements mènent actuellement des actions de coopération dans le domaine de l'eau.

Au côté de l'aide apportée à ceux qui mènent des projets et aux efforts de mise à disposition des résultats de recherches, le pS-Eau doit continuer à



S. Münzer

militier pour conduire un plus grand nombre de collectivités et d'ONG françaises à se mobiliser pour relever le défi.

Sur le plan de l'information et du partage de conviction, au-delà de quelques incursions sur les scènes politiques et internationales, le pS-Eau assure une communication très active — publications, séminaires, formations — auprès des collectivités locales et ONG françaises, avec un seul mot d'ordre : l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les pays du Sud est un enjeu citoyen qui dépasse les frontières.

Nous avons cette année commencé à voir se dessiner de nouvelles perspectives, en Méditerranée, en Afrique de l'Ouest, en Europe centrale et orientale. Le droit à l'eau ayant été reconnu comme un droit de l'homme, les membres du

réseau pS-Eau, les partenaires d'Europe et d'Afrique attendent avec impatience que de nouveaux outils concrétisent l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous.

Les travaux pour animer des plateformes malgache, haïtienne, les actions menées sur les pays focus — Mali, Burkina Faso, Sénégal —, les travaux de recherches entrepris avec le Partenariat pour le développement municipal (PDM) en matière de stratégie municipale, concourent fortement à cette concrétisation. Nous espérons que ce compte rendu reflète l'énergie que vous et l'équipe du pS-Eau avez mise en faveur de cet accès aux services essentiels. ●



1 Qui sommes-nous ?



| Nos actions : comprendre, appuyer, partager

25 ans au service de la solidarité internationale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement

Le programme Solidarité Eau a été créé en 1984, lors d'un sommet des ministres européens, sous l'impulsion de Huguette Bouchardeau, ministre française de l'Environnement alors en poste, afin de répondre au défi de la décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement (Diepa). L'objectif affiché était de soutenir des initiatives locales françaises de coopération internationale dans le domaine de l'eau et de leur conférer une cohérence d'ensemble. Le programme a été soutenu par les pouvoirs publics français, le ministère des Affaires étrangères en premier lieu, mais aussi le ministère en charge de l'Environnement, ainsi que celui de l'Emploi et de la Solidarité.

Le paysage français de la coopération internationale et décentralisée dans le domaine de l'eau et de l'assainissement est important en nombre d'acteurs et très diversifié en terme de modes d'intervention. Ainsi, la diversité des actions de solidarité internationale menées par les collectivités locales et les ONG françaises est riche, mais difficilement maîtrisable et quantifiable.

Depuis plus de 25 ans, le pS-Eau intervient auprès de ces acteurs pour les appuyer dans la formulation, la mobilisation de financements et la mise en œuvre de leurs actions eau et assainissement. Cet accompagnement permet au pS-Eau de disposer de manière continue d'une vision globale sur la nature des actions menées, mais aussi une compréhension claire des besoins d'appui des collectivités et ONG françaises.

Ce paysage des acteurs et des actions, loin d'être figé, a beaucoup évolué depuis un quart de siècle. La solidarité internationale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement ne cesse de s'accroître et les enjeux évoluent, passant par exemple de la simple réalisation d'un point d'eau dans les années 1980 à la définition, aujourd'hui, de modes de gestion de systèmes de production d'eau potable qui associent usagers, collectivités locales et opérateurs privés.

Face à cette évolution, le pS-Eau a modifié et complété ses outils et méthodes d'appui. Il n'est plus seulement un outil d'accompagnement des acteurs locaux de la coopération décentralisée ; il explore également les enjeux de demain, perceptibles aujourd'hui, pour produire des outils et méthodologies d'intervention directement applicables sur le terrain.

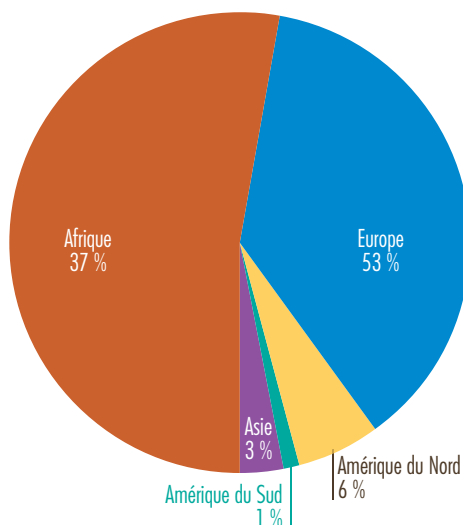
Les actions menées par le programme Solidarité Eau sont inspirées par une éthique, celle de la solidarité internationale et équitable, figurant dans la charte du pS-Eau (cf. page 9). Cette éthique a été impulsée par Stéphane Hessel, président d'honneur de l'association.

Un objectif

Améliorer la qualité et le nombre des initiatives locales de coopération internationale. Pour atteindre cet objectif, le pS-Eau a constitué :

- **un pôle Recherche et développement** pour comprendre et améliorer la connaissance des enjeux du secteur eau potable et assainissement ;
- **un pôle Appui-conseil** pour renforcer les compétences des acteurs et améliorer la cohérence des actions ;
- **un pôle Communication** pour partager, valoriser et diffuser les enseignements issus de la recherche et des pratiques de terrain.

Une dynamique d'acteurs en réseau



Origine géographique des partenaires du pS-Eau

En 25 ans d'activités, le pS-Eau s'est constitué un réseau unique d'acteurs de l'eau et de l'assainissement, qui intervient pour l'essentiel en Afrique et en Europe.

En 2010, ce sont 25 000 correspondants dont dispose l'association, parmi lesquels on peut distinguer deux catégories :

- les acteurs avec lesquels le pS-Eau entretient des collaborations actives et continues (appui-conseil personnalisé, implication dans des programmes de recherche menés par le programme...) ;
- les acteurs auprès desquels le pS-Eau diffuse régulièrement des informations ciblées en fonction de leurs activités (études de capitalisation, opportunités de financement, formations, etc.).

Les membres du réseau pS-Eau sont répartis à 90 % en Europe et en Afrique. De fait, les pays au cœur de l'activité du pS-Eau sont la France, où près de 10 000 contacts représentent 40 % du répertoire, et les régions d'Afrique de l'Ouest, du Centre et du Nord, où 9 000 contacts identifiés constituent 36 % du répertoire.

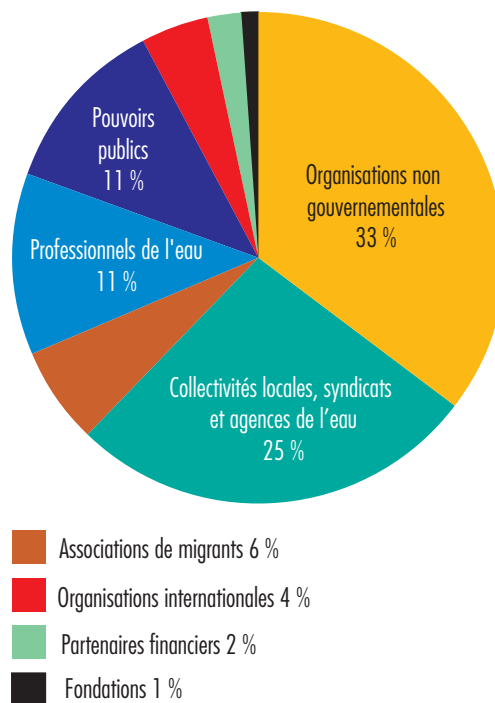
En France comme en Afrique, les membres du réseau pS-Eau sont majoritairement des ONG, des associations de développement, des collectivités locales et des associations de migrants. Cette configuration s'accorde au mandat fondateur du pS-Eau : l'appui aux acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale.

L'originalité et la plus-value de ce réseau résident avant tout dans la diversité des membres qui le constituent : il en résulte une capacité de mobilisation d'expertise et d'expériences qui couvre l'ensemble des thématiques liées à l'eau potable et à l'assainissement.

Le pS-Eau est reconnu par l'ensemble des acteurs du secteur, aussi bien dans les pays du Nord que dans les pays du Sud, comme un lieu neutre de concertation avec les pouvoirs publics, de rapprochement entre les opérateurs, d'appui-conseil et de renforcement des capacités d'intervention dans les domaines de l'eau et de l'assainissement.

Reflétant la multiplicité et la diversité de la coopération décentralisée et non gouvernementale, le pS-Eau s'attache à répondre à l'ensemble des sollicitations, du plus petit des acteurs aux porteurs de projets les plus ambitieux. Cette expérience et cette connaissance des acteurs sont également mises à profit dans l'animation de dispositifs d'appui conseil aux migrants.

C'est pour garder cette neutralité, importante pour le fonctionnement d'un réseau, que le pS-Eau n'a jamais eu vocation à financer ou conduire de projets sur le terrain.



Qui sont les membres du réseau pS-Eau ?

Des valeurs, des principes d'intervention

En provoquant des collaborations et des échanges, le pS-Eau permet de passer de la « bonne idée » ou de l'envie d'agir à un projet cohérent de coopération. Par la conduite de programmes innovants et l'accompagnement des acteurs de la solidarité dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement, le pS-Eau favorise de meilleures réponses aux demandes des pays les moins bien dotés dans ces domaines.



La charte du pS-Eau

L'adhésion au pS-Eau relève d'un engagement en faveur de l'amélioration des conditions d'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour tous, ainsi que de l'environnement dans lequel vivent les populations les plus démunies.

Ainsi, les adhérents au pS-Eau s'engagent à :

- ❶ susciter l'implication et l'organisation des usagers pour une meilleure maîtrise et un meilleur accès à la ressource en eau ;
- ❷ favoriser la formation et la sensibilisation à la protection et à la préservation de la qualité de l'eau ;
- ❸ participer à l'élaboration et au développement de programmes innovants en faveur de l'accès pour tous à une eau saine ;
- ❹ faciliter le financement de programmes et projets en faveur des populations les plus pauvres ;
- ❺ organiser la concertation entre les acteurs impliqués sur une même thématique ou une même zone géographique ;
- ❻ promouvoir la coopération dans le domaine de l'eau auprès des instances de décisions et du grand public ;
- ❼ proposer l'adoption de cadres institutionnels garants d'une pérennité d'accès à l'eau pour tous.

La diversité des initiatives de coopération internationale est une richesse que seule une large concertation peut enrichir et mettre en valeur.



2 Les actions menées en 2010

Le pôle Recherche et développement

Améliorer l'accès à la connaissance
et la compréhension des enjeux du secteur
de l'eau potable et de l'assainissement

Le pôle Recherche et développement du pS-Eau a pour vocation de contribuer à mieux comprendre les thématiques de l'eau et de l'assainissement dans les pays en développement, en particulier les aspects techniques, financiers, institutionnels, organisationnels et socioéconomiques. Il s'agit également d'améliorer l'accès à la connaissance sur ces sujets.

Pour parvenir à ces objectifs, les activités du pôle se déclinent autour de trois axes :

- assurer une veille scientifique afin d'identifier les nouveaux enjeux pour les services d'eau potable et d'assainissement ;
- approfondir les connaissances par l'animation de groupes de travail thématiques et la conduite de programmes de recherche ;
- mettre en œuvre les enseignements de la recherche dans le cadre d'actions opérationnelles menées sur le terrain.

L'année 2010 a été marquée par la clôture proche de plusieurs programmes pluriannuels structurants de ce pôle.

Le comité scientifique

La démarche de veille scientifique a été conduite notamment via l'animation d'un comité dont le mandat a été consolidé. Dans ce cadre, une note d'orientation stratégique a été élaborée et des thèmes à approfondir ont été identifiés.

Une mission au Royaume-Uni a été l'occasion de mieux cerner et identifier les thèmes de recherche sur l'eau et l'assainissement des acteurs britanniques. Ce travail vient nourrir la réflexion du pôle et l'ouvrir aux acteurs non francophones.

Suivi des services de l'eau

Les mécanismes de suivi des services de l'eau assurés par les petits réseaux d'eau potable apparus à la fin des années 1990, se sont depuis développés dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne ainsi qu'en Asie du Sud-Est. Face aux nombreuses interrogations sur ces mécanismes, l'AFD, le Sedif, le Gret et l'agence de l'eau Seine-Normandie ont lancé une plateforme d'échanges, dont l'animation a été confiée fin 2010 au pS-Eau, en partenariat avec Acqua-Oing. L'animation de cette plateforme se poursuivra sur toute l'année 2011 et début 2012.

- **Financement** : AFD, SEDIF, Agence de l'Eau Seine Normandie, GRET
- **Plus d'infos** : www.reseaux-aep.org
- **Contact** : Denis Désille (desille@pseau.org)

Stratégies municipales concertées (SMC)

Fin 2010 s'est clôturé le programme phare du pôle R&D, le programme Stratégies municipales concertées (SMC), engagé fin 2006 et coanimé avec le Partenariat pour le développement municipal (PDM).

Un séminaire à Dakar en décembre 2010 a été l'occasion de partager avec les partenaires africains les enseignements et résultats de ce programme, qui ont abouti à la réalisation de six guides (voir ci-contre).

Le travail sur les besoins en formation pour les métiers de l'eau et de l'assainissement a donné lieu à la réalisation des documents suivants :

- Référentiel des métiers et des besoins de formation ;
- Enjeux et besoins de renforcement des compétences dans le secteur de l'eau et de l'assainissement ;
- L'offre de formation identifiée pour les métiers de l'eau et de l'assainissement ;
- Analyse des écarts entre besoins et offres de formation et recommandations pour l'amélioration des compétences des métiers de l'eau et de l'assainissement.

Les enseignements du programme SMC seront partagés avec les partenaires français lors de plusieurs réunions thématiques au second semestre 2011. Une stratégie de partage des enseignements vers les partenaires africains est élaborée conjointement avec le PDM.

- **Financement** : Facilité ACP-UE pour l'eau, AFD
- **Plus d'infos** : www.pseau.org/smc
- **Contacts** : Christophe Le Jallé (le-jalle@pseau.org) et Félix Adégnika (fadegnika@pdm-net.org)



Six guides SMC sur l'eau et l'assainissement

- **Guide SMC 1.** *Elaborer une stratégie municipale concertée pour l'eau et l'assainissement dans les villes secondaires africaines.*
Outre l'impact direct pour les douze villes secondaires qui ont bénéficié de la démarche de formulation de stratégies municipales concertées, une méthodologie pour conduire cette démarche a été consolidée.
- **Guide SMC 2.** *Créer une dynamique régionale pour améliorer les services locaux d'eau potable et d'assainissement dans les petites villes africaines.*
- **Guide SMC 3.** *Analyser la demande des usagers - et futurs usagers - des services d'eau et d'assainissement dans les villes africaines.*
- **Guide SMC 4.** *Choisir des solutions techniques adaptées pour l'assainissement liquide.*
- **Guide SMC 5.** *Gérer les toilettes et les douches publiques.*

Ces ouvrages ont été édités en français et en anglais.



Stratégies nationales pour l'assainissement

En 2010, le pS-Eau a poursuivi son accompagnement des pays africains pour le renforcement de leurs politiques et stratégies nationales pour l'assainissement. Les efforts se sont concentrés sur la Mauritanie : appui à la rédaction de termes de référence pour le recrutement d'un consultant en charge de la production d'un document de politique et stratégie nationales pour l'assainissement, et appui à l'organisation d'un atelier national pour validation collective des termes de référence.

- **Financement** : MAEE
- **Contact** : Denis Désille (desille@pseau.org)

Système Africain d'Information sur l'Eau (SADIEau)

Le programme SADIEau propose un portail Internet d'information permettant aux acteurs de l'eau du continent de partager et faire connaître leurs ressources sur le secteur. Ce programme est mis en oeuvre par un consortium africano-européen qui comprend : l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS), en tant que secrétariat technique permanent du Réseau africain des organismes de bassin (RAOB), le Centre régional pour l'eau potable et l'assainissement (Crepa), Water, Engineering and Development Centre (WEDC), l'Office international de l'eau (OIEau) et pS-Eau. L'année 2010 a vu la clôture de ce programme financé par la Commission européenne et le ministère français des Affaires étrangères et européennes. Un document pour la poursuite de cette initiative a d'ores et déjà été réalisé et soumis à des partenaires financiers, en particulier la Banque africaine de développement.

- **Financement** : Commission européenne (Facilité ACP-UE pour l'eau), MAEE, DFID
- **Contact** : Denis Désille (desille@pseau.org)
- **Plus d'infos** : www.sadieau.org

Test de normes ISO relatives à la gestion de services d'eau et d'assainissement

De 2002 à 2007, le pS-Eau s'est impliqué dans un comité technique ISO qui a abouti à la formulation de trois normes : ISO 24510, 24511 et 24512. L'objectif pour le pS-Eau est que celles-ci n'oublient pas de prendre en compte les problématiques spécifiques aux PED. En 2010 le pS-Eau a poursuivi son



implication pour tester ces normes en Afrique. Cette étape de test s'est finalement concentrée sur un pays (le Burkina Faso) dans trois villes (Dori, Kaya et Tenkodogo) en lien avec l'Office national de l'eau et de l'assainissement (Onea) et les municipalités de chacune des ces villes. Les premières étapes de la démarche ont permis de préciser la liste des parties concernées par les services de l'eau et de l'assainissement et de définir avec l'ensemble des acteurs locaux les objectifs d'amélioration du service.

- **Financement** : ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement (MEDDTL)
- **Contact** : Christophe Le Jallé (le-jalle@pseau.org)

Référentiel d'expertise Sud pour la recherche et l'innovation

Engagé en 2009, le travail d'identification et de caractérisation des experts scientifiques africains a été poursuivi en 2010. Il a abouti à l'élaboration d'une base de données, à une étude de l'expertise scientifique existante, et à une analyse des démarches de mobilisation de l'expertise Sud par les organismes du secteur au Royaume-Uni. La base de données sera mise en ligne en 2011.

- **Financement** : AFD
- **Contacts** : Christophe Le Jallé : le-jalle@pseau.org
Jean-Marie Ily : ily@pseau.org



Gestion des eaux pluviales urbaines

Suite au travail conduit en 2009 (état des lieux des connaissances, des pratiques, des besoins et document stratégique sur les enjeux de la gestion des eaux pluviales), une note de synthèse et un article ont été rédigés en 2010 afin de sensibiliser les acteurs du secteur, recueillir leurs pratiques et points de vue et sensibiliser les partenaires potentiels pour un programme de recherche. L'année 2011 devra aboutir au montage et à la mobilisation des moyens pour conduire un programme de recherche et d'expérimentation sur ce thème.

• **Financement** : AFD

• **Contacts** : Christophe Le Jallé (le-jalle@pseau.org),
Jean-Marie Ily (ily@pseau.org)

Contribution à divers travaux de réflexion, rencontres thématiques et formations

Afin de mener à bien son travail de veille et de diffusion des pratiques et des enseignements de la recherche, le pS-Eau a participé tout au long de l'année à diverses rencontres organisées par les acteurs clés du secteur, et contribué à des groupes de travail :

- participation au groupe de travail SeRVeD (Services en réseau dans les villes en développement), coordonné par le LATTs (Laboratoire Techniques, Territoires et Sociétés) et l'AFD ;
- la participation au groupe de travail Eau et santé de l'Académie de l'eau ;
- la participation à diverses rencontres et groupes de travail (ContrEAUverses AFD/Gret et Journées du Gret sur l'assainissement) ;
- le suivi de l'étude *Ingénieurs du Sud* conduite par ISF (Ingénieurs sans frontières) ;
- la participation, en tant que membre du comité de sélection, à l'appel à propositions international sur la filière assainissement lancé dans le cadre du programme Splash ;
- la participation et la coanimation des débats organisés dans le cadre de l'association Projection avec les jeunes professionnels du secteur ;
- l'appui au cadrage, à la définition des thèmes et à l'identification des intervenants français et internationaux pour le séminaire organisé par l'Ircod sur « Gouvernance et gestion de l'assainissement » ;
- l'organisation du module « Eau potable, hygiène et assainissement » dans le cadre d'une formation sur la gestion intégrée des ressources en eau, à l'attention des partenaires d'Afrique francophone.

Le pôle Appui conseil

Renforcer les compétences des acteurs
du secteur de l'eau potable et de l'assainissement
et améliorer la cohérence des actions

Les actions de solidarité internationale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement menées par les collectivités territoriales et les ONG françaises sont très nombreuses et font l'objet d'une croissance notable, particulièrement depuis la promulgation de la loi Oudin-Santini.

Appuyer, conseiller et accompagner ces acteurs est une activité fondatrice du pS-Eau et la demande pour ce type d'expertise ne se dément pas. Face à des sollicitations en forte croissance et de plus en plus exigeantes, pour améliorer la qualité et l'efficacité des actions mais aussi pour accroître le nombre d'acteurs impliqués ainsi que les volumes financiers mobilisés, le pS-Eau a adapté ses modalités d'accompagnement :

- l'équipe s'est étoffée et renouvelée ;
- des cadres de concertation élaborés sur des pays prioritaires et associés à des animations régulières au sein de plateformes thématiques et régionales ont démontré leur pertinence ;
- les partenariats locaux pour le développement d'animations territoriales en France se sont consolidés (agence de l'eau Rhône-Méditerranée & Corse, Grand-Lyon, départements de l'Hérault, de Seine Saint-Denis, de l'Essonne, région Rhône-Alpes, Arene Ile-de-France, etc.).

Elaboration et mise à disposition d'outils méthodologiques pour la conception et le montage de projets

Afin de renforcer les connaissances et les compétences des acteurs de la solidarité internationale en matière de conception et de montage de projet, le pS-Eau met à leur disposition des outils méthodologiques adaptés à leurs besoins, principalement sous la forme de guides méthodologiques, de pages web et de modules de formation.

Ces outils, très souvent produits en collaboration avec les membres du réseau, portent notamment sur le cycle d'un projet, le suivi-évaluation ou le montage financier et la rédaction d'une demande de subvention à un bailleur :

- actualisation de pages Internet sur les outils financiers destinés aux acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale ;
- création et mise à jour de boîtes à outils pays : présentation de la politique sectorielle et du contexte institutionnel, annuaire des acteurs intervenant dans le secteur, des partenaires techniques locaux, des partenaires financiers, atlas des actions menées, et répertoire des documents d'aide à



Production d'une exposition pédagogique sur la coopération entre la région Limousin et la province de l'Oubritenga au Burkina Faso

l'intervention. Ces pages pays existent actuellement pour Haïti, le Burkina Faso, le Niger et Madagascar ;

- envoi de mailings ciblés aux membres du réseau, pour la promotion de Pédag'eau, ou l'annonce d'évènements ou d'appels à projet ;
- alimentation de la bibliothèque numérique : 1 038 documents sont répertoriés dont 791 sont téléchargeables. La base de données Pédag'eau compte 902 références dont 365 téléchargeables ;
- production d'une exposition pédagogique sur la coopération entre la région Limousin et la province de l'Oubritenga au Burkina Faso ;
- publication des actes de six rencontres d'information.

Accueil et accompagnement des acteurs français de coopération

L'accompagnement des acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale intervenant dans le secteur de l'eau potable et de l'assainissement est le cœur du travail du pS-Eau et vise à renforcer la coopération de proximité, à la rendre plus efficace, plus cohérente avec les cadres d'intervention nationaux et compatible avec les aides multilatérales et bilatérales, dont elle constitue un complément indispensable.

Cet accompagnement vise les acteurs non gouvernementaux (associations de solidarité internationale, associations de migrants, ONG, collectivités territoriales et leurs groupements, agences de l'eau, fondations), en tant que porteurs de projets, ou en tant que partenaires financiers.

L'accompagnement des porteurs de projets peut se situer au niveau de la conception (appui technique et méthodologique) et à celui du montage du projet (identifier les partenaires techniques et financiers, formuler une demande de financement), ou encore au niveau du suivi du projet et du suivi post-projet.

L'accompagnement des partenaires financiers peut comprendre la définition d'une stratégie d'intervention (où intervenir, quelles actions financer...) et la façon de la mettre en œuvre (comment appliquer la loi Oudin, animer un comité d'instruction, évaluer ex ante un projet...).





Activités menées dans le cadre de l'accompagnement des acteurs français

- Accueil (téléphone, mail, entretien) d'environ 250 acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale.
- Accompagnement de collectivités et acteurs associatifs pour solliciter les fonds de soutien publics ou privés et répondre aux appels à projets européens, nationaux et locaux.
- Travail d'accompagnement spécifique des associations de migrants notamment d'origine malienne et sénégalaise.
- Organisation de réunions techniques à Paris et en province, notamment sur les bassins Rhône-Méditerranée et Corse et Loire-Bretagne pour informer et former les acteurs sur des thématiques spécifiques.
- Organisation de réunions d'information à destination des collectivités locales sur la mise en application de la loi Oudin et le pilotage de projets de coopération décentralisée.
- Participation aux groupes pays de Cités Unies France et apport de contributions sur les politiques sectorielles de l'eau et de l'assainissement dans différents pays.
- Interventions dans le cadre de la semaine de la solidarité, notamment à Rouen, Nantes et Strasbourg.

Financement : AFD

Appui-conseil en région

A la demande de plusieurs collectivités territoriales, le pS-Eau s'est rapproché ces dernières années des réseaux d'acteurs régionaux existants pour soutenir leurs efforts de coopération. La communauté urbaine de Lyon, les conseils généraux de Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne, de l'Hérault et de l'Essonne, l'Arene Ile-de-France, la région Rhône-Alpes sont déjà partenaires du pS-Eau pour des travaux d'appui conseil et d'animation territoriale.

Ainsi, en réponse aux demandes d'appui de proximité, le dispositif offert aux franciliens se déploie aussi en région avec l'ouverture d'une antenne à Lyon (cf. page suivante) et la présence d'un membre de l'équipe à Montpellier, pour accompagner les acteurs du Sud-Est et du Languedoc- Roussillon.

La mobilisation des collectivités locales en Languedoc-Roussillon

La mobilisation des acteurs de la région Languedoc s'est articulée principalement autour des collectivités du département de l'Hérault, dans le cadre de la convention avec le conseil général axée autour de :

- l'accompagnement des acteurs héraultais (collectivités et ONG) dans leurs actions de solidarité internationale sur le thème de l'eau et de l'assainissement ;
- la sensibilisation et la mobilisation des collectivités locales du département à la mise en œuvre de la loi Oudin-Santini ;
- l'appui au département dans la mise en œuvre du projet de coopération avec la région Souss Massa Drâa au Maroc ;
- l'accompagnement du conseil général dans la préparation du 6^e Forum mondial de l'eau qui se tiendra à Marseille en 2012.

• **Financement** : MEDDTL, conseil général de l'Hérault

• **Contact** : Christophe Brossé (med@pseau.org)

Animation de l'antenne Lyon-Méditerranée

En 2009, le pS-Eau a ouvert une antenne à Lyon, qui propose des activités d'accueil, d'accompagnement et de conseil aux partenaires institutionnels et aux porteurs de projet du Sud-Est de la France. Ses missions principales sont : 1) améliorer la qualité et accroître le nombre de projets eau et assainissement des acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale du Sud-Est ; 2) renforcer les capacités de ces acteurs ; 3) consolider une dynamique d'échanges, de concertation et de partenariat sur le territoire.

Appui à la communauté urbaine du Grand-Lyon

En 2004, le Grand Lyon a mis en place le Fonds de solidarité et de développement durable (FSDD), un dispositif de financement de projets de solidarité internationale destiné à améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les pays en voie de développement. En 2010, le partenariat entre le pS-Eau et le Grand-Lyon s'est consolidé pour poursuivre le travail d'animation du FSDD, en privilégiant trois champs d'activités :

- l'accompagnement des porteurs de projets (montage technique, organisationnel et financier des projets) ;
- l'accompagnement des instructeurs du FSDD (formations, mise à disposition d'outils d'aide à l'instruction) ;
- l'appui à la valorisation des actions (mise en ligne d'un atlas des actions, animations territoriales via des réunions d'échanges).

Appui à l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée et Corse

L'agence de l'eau RMC mène des actions de coopération internationale dans ses domaines d'expertise via des collaborations institutionnelles et techniques et en octroyant des aides financières à des projets portés par des maîtres d'ouvrages publics ou privés du bassin Rhône-Méditerranée et Corse d'autre part.

La dynamique partenariale entamée en 2009 avec l'agence s'est poursuivie en 2010. Face à l'afflux de demandes de subventions,

l'agence est devenue plus exigeante en matière de qualité et de pertinence des projets déposés. Après une première phase de sensibilisation des collectivités à la coopération internationale et aux modalités d'application de la loi Oudin, la collaboration avec le pS-Eau s'est recentrée sur trois thématiques de travail :

- l'appui-conseil auprès des collectivités du bassin RMC dans le montage de leurs projets, en adéquation avec les nouvelles exigences de l'agence ;
- l'accompagnement des instructeurs et des délégations (mise à disposition d'outils d'aide à l'instruction et au suivi-capitalisation des projets aidés) pour pallier efficacement l'accroissement de leur charge de travail ;
- la poursuite du travail d'identification et de valorisation des projets des acteurs du bassin et des dispositifs de la loi Oudin-Santini.

Animation territoriale sur le Sud-Est

La mobilisation des acteurs est aujourd'hui conséquente et en progression continue sur le Sud-Est. Les financements en faveur de projets eau et assainissement ont quasiment doublé entre 2009 et 2010, passant de 2,3 millions d'euros à près de 4,5 millions. La contribution des agences de l'eau doit beaucoup à l'augmentation des montants mobilisés.

Face à ce constat, les activités d'appui-conseil à destination des porteurs de projets se sont amplifiées et devraient suivre la même trajectoire ascendante pour l'année à venir. D'autant que les bailleurs régionaux, afin d'endiguer le flux des demandes de subventions, revoient tous leurs critères d'éligibilité à la hausse en insistant sur la qualité et la pertinence des projets déposés.

- **Financement** : Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse, Grand Lyon, Région Rhône Alpes
- **Contact** : Philippe Mouton (mouton@pseau.org)



Echanges d'expériences et capitalisation des pratiques

Le pS-Eau anime de nombreux espaces d'échanges d'expériences entre acteurs de la solidarité internationale, pour partager les informations et les enseignements des pratiques de chacun et développer des synergies. Ces échanges prennent la forme de groupes de travail, afin d'approfondir la réflexion sur des thèmes tels que l'intercommunalité, l'assainissement, les modes de gestion, le suivi-évaluation... Des travaux de capitalisation des initiatives, via une entrée thématique, géographique (Sud) ou territoriale (France) sont valorisés par des publications spécifiques.

Le suivi-évaluation des projets d'accès à l'eau potable et à l'assainissement

Le F3E, le pS-Eau et l'Arene Ile-de-France, avec le soutien du ministère des Affaires étrangères et européennes, ont animé en 2009-2010 un groupe de travail composé de collectivités territoriales, d'agences de l'eau ainsi que d'ONG et de fondations, sur le thème du suivi-évaluation des projets dans le secteur de l'eau et de l'assainissement. Les résultats de ces travaux collectifs ont été restitués lors des *Cinquièmes rencontres des acteurs de la coopération et du développement durable*, qui se sont tenues dans l'hémicycle de la région Ile-de-France le 26 novembre 2010.

Ils ont également donné lieu à un guide méthodologique qui vise à : 1) outiller les acteurs non gouvernementaux pour le pilotage de leurs projets sur l'eau et l'assainissement ; 2) s'inscrire dans les engagements sur l'efficacité de l'aide et du développement ; 3) conduire les acteurs à envisager les pro-

jets eau assainissement dans une optique d'aide à la mise en place d'un service public. Des suites sont envisagées en termes de formation et d'accompagnement d'acteurs sur la base de ce guide.

- **Financement** : ministère des Affaires étrangères et européennes, Arene Ile-de-France
- **Contact** : Vincent Dussaux (dussaux@pseau.org)

Lancement d'un groupe de travail sur l'intercommunalité

La maîtrise et l'exercice des responsabilités confiées aux autorités locales sont reconnus comme des enjeux majeurs de la décentralisation en matière de développement et d'organisation de la gestion de services publics locaux.

L'appui à la gouvernance locale est ainsi désormais plus largement intégré aux stratégies d'actions des acteurs français. Sur différents territoires et à travers des programmes et opérations pilotes, l'échelle intercommunale est considérée comme pertinente pour agir avec efficacité, concevoir une planification concertée, conduire des programmes de réalisations, organiser une maintenance préventive et une gestion patrimoniale des équipements, exercer un contrôle sur les délégataires et prestataires de service, etc.

C'est pourquoi, après consultation de leurs membres et partenaires, le pS-Eau et l'Arene Ile-de-France ont lancé une réflexion sur le sujet à travers un premier atelier de partage des connaissances et des savoir-faire sur cette thématique.

Une trentaine d'organismes ont manifesté leur intérêt à participer à cette réflexion qui a conduit à : 1) établir un premier panorama des partenariats et des pratiques ; 2) identifier les contraintes rencontrées et mesurer l'impact des premiers dispositifs opérationnels ; 3) réfléchir à l'organisation d'échanges méthodologiques et de suivi-valorisation des opérations en cours.

- **Financement** : AFD, Arene IdF
- **Contact** : Guillaume Aubourg (aubourg@pseau.org)

Animation d'espaces de dialogue et de concertation sur des pays d'intervention privilégiés

Susciter la concertation lors de réunions d'échanges

Pour favoriser la concertation, le pS-Eau organise des réunions d'échanges en France ou dans ses pays-cibles, qui mobilisent les services de l'Etat, les collectivités locales, les prestataires de service et les ONG au Sud, ainsi que les collectivités territoriales, les ONG et les autres partenaires techniques et financiers au Nord.

Ces réunions d'échanges permettent aux acteurs du Nord : 1) de prendre connaissance des politiques et stratégies sectorielles du pays dans lequel ils interviennent et de les intégrer dans leurs démarches et conceptions de projets ; 2) de les inviter à mieux collaborer avec les autorités locales ; 3) d'identifier l'expertise locale ; 4) d'identifier des expériences similaires et de bénéficier ainsi des enseignements d'actions qui ont déjà été menées ; 5) de développer des synergies pour des actions conduites dans la même zone.

Ces réunions d'échanges permettent aux acteurs du Sud : 1) pour les services d'Etat, d'associer les actions non gouvernementales dans les programmes nationaux ; 2) pour les collectivités locales, de consolider leurs partenariats ou de les créer ; 3) pour les ONG et bureaux d'études locaux de valoriser leur expertise ; 4) d'assurer un dialogue régulier avec les institutions nationales du Sud.

Grâce à un dialogue régulier lors de missions, ou d'accueils en France, avec les autorités nationales en charge du secteur de l'eau dans les principaux pays d'intervention de la coopération décentralisée et non gouvernementale française, le pS-Eau souhaite contribuer à améliorer l'insertion des actions de coopération dans les cadres sectoriels de chaque pays et l'appui des autorités nationales aux initiatives françaises.

Programmes pays focus

L'offre d'accompagnement du pS-Eau se décline et est approfondie sur certains pays pour lesquels le pS-Eau accorde une attention particulière. Cette focalisation du périmètre géographique d'intervention du pS-Eau répond à deux enjeux :

- être en cohérence avec les zones principales de concentration des initiatives de coopération ;
- répondre à la demande des services techniques des Etats (services centraux et déconcentrés) et des associations nationales de collectivités qui souhaitent mieux appréhender la coopération non décentralisée et non gouvernementale, pouvoir en mesurer les effets (amélioration du taux d'accès aux services eau et assainissement) et les impacts, en particulier en matière de renforcement de la maîtrise d'ouvrage communale. Ces demandes ont particulièrement été formulées par la direction générale de l'Eau à Madagascar, la DNH au Mali, le Pepam au Sénégal, la DGRE au Burkina et la Dinepa en Haïti.

Le pS-Eau a donc développé des cadres de concertation qu'il anime en lien avec les acteurs principaux intervenant dans ces six pays : services techniques des Etats, association des municipalités, SCAC, agences de coopération, ONG spécialisées internationales, locales et françaises, collectivités locales, fondations, etc.

Menés en parallèle à l'identification des pratiques et des partenariats, des partages d'expériences entre acteurs aussi bien en France que dans les pays sont provoqués au moyen de nombreuses réunions d'échanges, missions d'identification, production ou mise à disposition de documentation. Un décloisonnement des connaissances, une meilleure appréhension des contextes sectoriels et des compétences mobilisables en France et dans les pays sont d'ores et déjà constatés.



MADAGASCAR

Le réseau Ran'eau : échanger, partager et nouer des partenariats

Depuis quelques années, Madagascar s'est engagé dans un processus de décentralisation et dans une réforme du secteur de l'eau potable et de l'assainissement. Dans ce contexte en pleine évolution, les collectivités territoriales et associations françaises sont de plus en plus nombreuses à s'investir dans des coopérations portant sur ce secteur.

Cependant, la plupart des acteurs de ces coopérations se côtoient sans vraiment se connaître. Ils rencontrent souvent des difficultés à réunir les informations utiles au montage et au suivi de leur projet, notamment celles relatives aux opérateurs mobilisables localement, aux actions déjà réalisées sur le territoire concerné, aux compétences des communes, à la politique sectorielle, etc.

Fort de ce constat, le pS-Eau et l'ONG malgache CITE, avec l'appui technique du Gret, ont créé en 2009 le réseau Ran'Eau, dont l'objectif est d'améliorer l'efficacité globale des projets d'accès à l'eau et à l'assainissement menés par la coopération décentralisée et non gouvernementale et d'assurer leur cohérence avec la stratégie nationale malgache.

L'ONG malgache CITE, animateur du réseau Ran'Eau

Via un appui à distance, des missions terrains, et une mise en commun d'outils numériques (bases de données), le pS-Eau a renforcé les capacités du CITE à animer un réseau d'acteurs du secteur de l'eau et de l'assainissement. Le CITE occupe désormais une place reconnue dans le secteur et assure les fonctions : 1) de collecte d'information (atlas des actions, annuaire des acteurs, base documentaire largement complétés et mis à jour) ; 2) de diffusion de l'information à Madagascar via des outils numériques (portail web, mailing) et via les centres de documentation répartis sur l'ensemble de la grande île ; 3) d'accueil des porteurs de projets Eau au siège du CITE à Tana ainsi que dans les antennes locales du CITE (des formations spécifiques ont été dispensées aux antennes du CITE dans cet objectif) ; 4) d'animation, avec l'organisation régulière de réunions dans la capitale et les principales villes du pays.



Ran'Eau : un centre de ressources sur l'eau et l'assainissement

La collecte d'informations à Madagascar a permis de constituer et mettre à jour : 1) un annuaire de 400 contacts sur Madagascar ; 2) un panorama de la coopération bi et multilatérale du secteur ; 3) un atlas de 60 projets eau et assainissement ; 4) une bibliothèque numérique constituée des principaux documents techniques sur le secteur ; 5) un jeu de cédéroms rassemblant les supports d'information éducation communication utilisés. Ces informations sont consultables sur les portails web du pS-Eau et du CITE.

Par ailleurs, afin d'appuyer les acteurs dans leurs initiatives, le réseau Ran'Eau a publié deux documents :

- *Agir pour l'eau et l'assainissement à Madagascar* : ce guide synthétise les informations utiles et à prendre en compte afin de concevoir un projet de qualité. Il propose des ressources pour aller plus loin et invite à s'inspirer des expériences déjà menées ;
- un recueil illustratif de 15 actions portées par la coopération décentralisée et non gouvernementale franco-malgache sur le secteur eau et assainissement. Ce recueil vise à mettre en valeur la diversité et l'importance des actions menées, et encourage à l'échange d'expériences.

22

BURKINA FASO

Accompagnement des coopérations décentralisées franco-burkinabè

La multitude d'acteurs et d'actions (101 fiches actions en ligne) au Burkina Faso ainsi qu'un contexte sectoriel favorable et structuré (la présence d'une forte dynamique locale, l'existence d'outils de planification spécifiques au secteur de l'eau et de l'assainissement, des acteurs institutionnels identifiés) sont autant de raisons qui justifient un travail plus approfondi du pS-Eau au Burkina Faso ces dernières années.

Accompagnement dans le montage de projets

Dans le cadre de l'appel à projets triennal du MAEE, plusieurs collectivités françaises ont fait appel au pS-Eau afin de bénéficier d'un appui-conseil pour le montage de leur projet. Cet accompagnement, qui s'est généralement traduit par une relecture critique du projet, a parfois nécessité un investissement plus important.

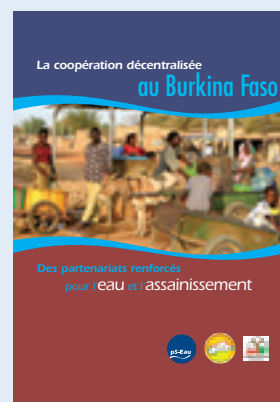
Le pS-Eau s'est ainsi fortement impliqué dans le montage de projets « mutualisés », regroupant plusieurs collectivités françaises : un projet porté par les communes de Couëron, Bousbecque et Verrières-le-Buisson, et un projet tripartite



réunissant collectivités françaises, burkinabè et allemandes. Dans le cadre de ce dernier projet, le pS-Eau, en tant que partenaire technique, a également apporté un appui méthodologique en vue d'un dépôt de dossier auprès de l'Union européenne et a participé au premier comité de pilotage, qui s'est tenu en septembre en présence des partenaires burkinabè.

Valorisation des actions de coopération décentralisée

La multitude d'actions menées dans le cadre de la coopération décentralisée est souvent méconnue, peu valorisée. Pour cette raison, le pS-Eau a réalisé une étude de capitalisation visant à favoriser le partage d'expériences. Cette étude a été publiée et diffusée en 2010 auprès d'un large public composé d'acteurs français (élus, agents techniques, ONG, fondations) mais également élus et acteurs institutionnels burkinabè. Le pS-Eau a par ailleurs appuyé la région Limousin dans la conception d'une exposition sur l'eau et l'assainissement. Destinée à un large public, cette exposition a pour but de sensibiliser la population aux actions menées par la région dans la province de l'Ouhitenga au Burkina.



Animation de réunions d'échanges

A Lyon en avril, plusieurs collectivités rhônalpines — Saint-Priest, Saint-Fons et Mably — engagées dans des projets eau et assainissement en cours de montage ont été invitées à une réunion pour confronter leurs expériences et bénéficier ainsi d'un accompagnement collectif. Une autre réunion à Lyon, en présence de membres de l'Office national de l'eau en mission en France, a permis aux acteurs institutionnels de la région Rhône-Alpes de s'informer sur la politique sectorielle et la gestion du service de l'eau au Burkina, et plus spécifiquement sur les missions de l'Onema.

Le pS-Eau a par ailleurs organisé en juin la venue d'une délégation de partenaires burkinabè (élus, acteurs associatifs, GTZ) qui a donné lieu à des réu-

nions similaires à Paris, Douai et Lyon. Destinées à renforcer le niveau de connaissance des acteurs français, ces réunions étaient pour eux l'occasion d'initier de nouveaux partenariats, et de mieux appréhender, grâce aux témoignages des acteurs locaux, certains aspects de la réalité burkinabè. Pour les partenaires burkinabè, la présence d'un nombre élevé de participants à chaque réunion a attesté de l'existence d'une dynamique forte et d'un intérêt grandissant sur la thématique.

Le rapprochement entre acteurs français et acteurs institutionnels burkinabè

Le pS-Eau a contribué aux travaux préparatoires de la revue sectorielle conjointe, qui s'est tenue en mars 2010 à Ouagadougou, en apportant des informations (nombre de projets et montants des engagements financiers mobilisés) sur les projets eau et assainissement menés en partenariat avec les acteurs français, afin qu'ils soient pris en compte dans le cadre du programme national en cours (PN-AEPA)". Ces éléments ont également été présentés à l'ensemble des acteurs intervenant dans le secteur, peu informés de l'existence de ces projets et des sommes qu'ils mobilisent. La direction générale des ressources en eau (DGRE), soucieuse d'être davantage informée des initiatives portées par les acteurs français souhaite poursuivre cette collaboration. Le pS-Eau s'est engagé à renouveler son appui pour la prochaine revue sectorielle.

Publications

- *La coopération décentralisée au Burkina Faso : des partenariats renforcés pour l'eau et l'assainissement*, 36 pages, août 2010. Réalisée en partenariat avec la Maison de la Coopération Décentralisée à Ouagadougou, cette étude capitalise sur les projets initiés dans le cadre de coopérations réalisées entre 2006 et 2009 afin de leur donner davantage de visibilité et de favoriser la concertation entre tous les acteurs.

- **Financement** : AFD

- **Contact** : Sophie Charpentier (charpentier@pseau.org)

HAÏTI

Depuis quelques années, le contexte politique était devenu plus propice au développement des actions de coopération et au renforcement de la concertation en Haïti. Dans le cadre de sa mission générale d'appui au secteur de la coopération, le pS-Eau avait donc commencé à travailler, dès 2007, à l'identification des acteurs intervenant dans ce pays et à la mise en place progressive d'un réseau et d'une dynamique d'échanges.

Le séisme qui a frappé le pays le 12 janvier 2010 a bouleversé le secteur, tout en générant un afflux d'initiatives et en renforçant le besoin de concertation des acteurs. C'est dans ce contexte que le pS-Eau a été sollicité par les acteurs français, dans le cadre du « Groupe d'échanges sur le développement de la coopération internationale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement », pour développer ses activités spécifiques en Haïti et animer la concertation entre les parties prenantes.





Une plateforme d'échanges et de mise en cohérence des actions

En réponse aux forts besoins de mise en cohérence des multiples initiatives développées dans le secteur de l'eau et de l'assainissement en soutien à Haïti suite au séisme, et grâce à un réseau existant, le pS-Eau a mis en place, en mars 2010, la « Plateforme des acteurs français pour l'eau potable et l'assainissement en Haïti », présidée par Jean-Paul Colin, vice-président du Grand Lyon en charge de l'eau. Cette plateforme rassemble des ONG, des associations et collectifs d'associations, des collectivités locales, les agences de l'eau, des organismes de formation et de recherche, des fondations, entreprises et bureaux d'études, et des institutions nationales.

Un comité de pilotage, comptant une quinzaine d'organismes particulièrement actifs en Haïti et représentatifs de la diversité des membres de la plateforme, a également été mis en place pour alimenter la dynamique d'échanges.

Les objectifs de cette plateforme sont multiples : 1) faciliter la concertation entre tous les acteurs français engagés dans le secteur de l'eau potable et de l'assainissement en Haïti et encourager les échanges avec les acteurs haïtiens ;

2) recenser et mettre à disposition des acteurs l'information nécessaire sur les secteurs eau et assainissement dans ce pays ; 3) renforcer les actions en faveur de l'eau et de l'assainissement sur certaines localités ou territoires haïtiens en développant une concertation multi-acteurs et en s'appuyant sur les relations de coopération décentralisée franco-haïtienne existantes ; 4) susciter de nouveaux partenariats de coopération portant sur l'eau et l'assainissement

Mise à disposition d'informations

Un des principaux outils de cette plateforme est son site Internet (www.pseau.org/haïti-eau), qui fournit des informations sur : les besoins en eau et assainissement, le cadre institutionnel sectoriel et les évolutions prévues par la réforme, les acteurs français intervenant en Haïti dans le secteur et leurs projets en cours. Il est pour cela relié aux bases de données du pS-Eau qui recensent, par pays, les acteurs et les actions de la coopération dans le secteur de l'eau et de l'assainissement. Le site propose également une sélection de documents techniques et méthodologiques, renvoie vers des sites Internet utiles et permet aux acteurs de mettre en ligne des articles de fonds, des informations sur leurs actions, d'informer sur leurs dates de mission ou encore d'échanger via un forum de discussion. Le site web vise à faciliter la mise en relation des acteurs et à susciter de nouveaux partenariats techniques et financiers ; il propose à l'utilisateur d'informer en ligne sur des projets en cours de montage ou sur les pistes de financement possibles pour les projets eau et assainissement en Haïti.

En complément du site internet, une newsletter régulière est envoyée à l'ensemble des membres de la plateforme pour diffuser les actualités de ses membres et du secteur.

Mise en réseau des acteurs et valorisation des pratiques

La création d'une dynamique d'échanges est le premier pas vers la concertation et la mise en cohérence des actions. L'un des objectifs de la plateforme a donc été en 2010 de développer parmi ses membres le sentiment d'appartenance à un réseau dans le cadre duquel ils peuvent communiquer sur leurs pratiques, tirer les leçons des expériences de chacun, valoriser leurs initiatives, développer des synergies et nouer

de nouveaux partenariats. Des réunions d'échanges des membres de la plateforme ou des membres du comité de pilotage se sont déroulées, principalement à Paris et parfois à Lyon.

La plateforme a également travaillé à se rapprocher des acteurs présents en Haïti, notamment de la direction nationale de l'Eau potable et de l'assainissement (Dlinepa) et des principales ONG actives sur le terrain, pour construire des liens forts entre les acteurs des deux espaces, en France et en Haïti, et voir comment approfondir les partenariats et faciliter les échanges.

Une mission exploratoire en Haïti a permis d'identifier les acteurs locaux, de leur présenter la démarche de la plateforme et d'envisager des pistes de collaboration.

Mise en cohérence des actions et accompagnement des porteurs de projet

En tant qu'animateur de cette plateforme, le pS-Eau a également développé son rôle d'appui-conseil aux acteurs engagés ou qui souhaitent s'engager en Haïti dans le secteur de l'eau et de l'assainissement. Les enjeux sont multiples : mettre en relation, dans une interface franco-haïtienne, les porteurs de projets, les bailleurs et les partenaires techniques, favoriser les partenariats entre les acteurs présents depuis longtemps en Haïti et ceux qui s'y engagent aujourd'hui, s'assurer que leurs projets respectent le cadre institutionnel défini par la Dinépa, entrent dans le plan d'action des autorités locales haïtiennes et répondent aux besoins des populations.

- **Financement** : Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement,
- **Contact** : Céline Noblot (noblott@pseau.org)



MALI

Appui aux acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale

Dans la continuité des actions d'accompagnement notamment auprès des associations de migrants, et dans le cadre du partenariat avec la direction nationale de l'Hydraulique (DNH), le pS-Eau s'attache à aider le Mali à fixer un cadre homogène des interventions de coopération non gouvernementale, associant les communes et les usagers, en cohérence avec les principes législatifs en vigueur au Mali.

Ces dernières années, ce partenariat et le cadre de concertation mis en place se sont essentiellement concentrés sur la région de Kayes, en raison d'une part de la forte implication historique des ressortissants de cette région sur des projets AEP complexes, et d'autre part de la présence d'acteurs français divers (ONG, collectivités, fondations), de plus en plus nombreux et intervenant souvent en multipartenariat. Un troisième élément s'ajoute aux précédents : l'exécution, sur la zone de programmes, d'investissements nationaux (KfW, AFD, UE, Banque mondiale).

En 2010, la mission d'accompagnement pour le Mali est restée fortement marquée par les sollicitations de nombreuses associations de migrants (une dizaine par an) auxquels le pS-Eau continue de répondre, notamment dans l'appui à la formulation de leurs projets, la mobilisation et la gestion de partenariats financiers.

Plusieurs collectivités ont également été appuyées dans la définition de leurs stratégies d'intervention (département de l'Essonne, villes de Chilly-Mazarin, d'Ivry, de Montreuil, de Paris, de Ramonville Saint-Agne, SIAEP du Ségala, GrandLyon, région Ile-de-France, Sedif).

Une mission d'expertise conduite en partenariat avec l'Arene Idf a permis d'identifier la question du recours à l'énergie solaire comme une préoccupation largement partagée par les acteurs franco-maliens. Un travail de capitalisation sera engagé en 2011 sur cette option technologique.

La direction nationale de l'Hydraulique, en lien avec les services déconcentrés de l'Etat, souhaite approfondir cette collaboration et l'étendre à une autre zone géographique de concentration des acteurs français, la région de Mopti, zone où l'AFD met par ailleurs en œuvre un vaste programme d'équipement sous maîtrise d'ouvrage communale.

A la différence des intervenants sur Kayes, essentiellement franciliens, une grande partie des intervenants sur Mopti sont situés en Bretagne (agglomération rennaise) et en région Centre. Des modalités d'accompagnement adaptées ont été identifiées avec les plateformes régionales (Maison internationale de Rennes, Centraider) pour apporter un appui de qualité aux acteurs locaux en région.

- **Financement** : AFD
- **Contact** : Guillaume Aubourg (aubourg@pseau.org)

SÉNÉGAL

Suivi des initiatives et identification d'expertises

Les assises de la coopération décentralisée qui se sont tenues à Dakar en novembre 2010 et la diversité des initiatives récentes (au vu notamment des résultats des appels à projets en coopération décentralisée 2010-2012 du MAEE et de la Facilité Eau de l'Union européenne, ou des projets soutenus par le PAISD (programme de codéveloppement franco-sénégalais) témoignent d'une mobilisation constante d'acteurs multiples intervenant sur des types d'opération très variés au Sénégal.



De façon à pouvoir assurer le déploiement optimal des investissements publics internationaux mais aussi pour prendre en compte les réalisations en cours des acteurs non gouvernementaux, les services techniques sénégalais souhaitent s'appuyer sur le pS-Eau pour renforcer l'harmonisation des démarches et les inscrire dans le cadre unifié promu par le Programme eau potable et assainissement pour le millénaire (Pepam 2005-2015).

En 2010, les activités du pS-Eau au Sénégal se sont traduites par :

- l'appui-conseil au montage de nombreux projets, en particulier portés par des associations de migrants, et la poursuite du recensement des initiatives et engagements financiers dans le secteur eau et assainissement des acteurs français ;
- deux missions de suivi de projets, dont une conduite conjointement avec le SCAC et l'agence de l'eau Artois Picardie ont permis de superviser sur le terrain une vingtaine d'opérations ;
- l'approfondissement du repérage d'expertises spécifiques, aussi bien en matière de traitement des eaux de surface (projet Alizé du Gret) qu'en matière d'ingénierie de projet d'assainissement (Enda Tiers-monde) et de promotion de l'hygiène en milieu scolaire (le Partenariat) ;
- la publication de deux articles dans la *Lettre du pS-Eau*.

- **Financement** : AFD
- **Contact** : Guillaume Aubourg (aubourg@pseau.org)

BASSIN MÉDITERRANÉEN

La région méditerranéenne se caractérise par la faiblesse et l'irrégularité de ses ressources en eau, dans le temps (sécheresse estivale, sécheresses interannuelles) et dans l'espace (aridité au Sud). Aujourd'hui, la région regroupe 60 % de la population mondiale avec des ressources naturelles renouvelables de moins de 1000 m³ eau/habitant/an. C'est une région considérée comme "pauvre en eau". La forte croissance en cours de la population, de l'urbanisation, du tourisme et de l'irrigation ne peut qu'accroître les tensions dans les nombreux pays et régions où les prélèvements portent déjà atteintes aux ressources disponibles.

C'est pour ces raisons, auxquelles s'ajoute l'implication d'un grand nombre d'acteurs et d'actions dans les pays de la Méditerranée, que le pS-Eau travaille depuis 2000 dans cette région, plus particulièrement au Maghreb.

Union pour la Méditerranée

Suite à son travail de mobilisation des collectivités locales euro-méditerranéennes envers le processus de l'Union pour la Méditerranée sur les questions de l'accès à l'eau et l'assainissement, le pS-Eau a poursuivi son action de reconnaissance des actions de solidarité internationale des collectivités européennes vis-à-vis de leurs homologues de la rive Sud de la Méditerranée. Un rapport a notamment été réalisé sur la vision de la coopération internationale des collectivités de différents pays de l'Union européenne et comment elle se traduit sur le terrain.

Une trentaine de contacts européens et méditerranéens sont venus s'ajouter à la base de données des acteurs du site Internet du pS-Eau, ainsi que 10 fiches d'expérience de coopération euro-méditerranéenne, notamment espagnole et italienne.



Genre et eau

Depuis 2006, le pS-Eau est partenaire d'un projet européen visant l'intégration de la dimension genre dans la gestion des ressources en eau (Gemawed). Dans ce cadre, le pS-Eau a diffusé de l'information sur le genre et l'eau en Méditerranée, à travers son réseau et celui du Gemawed.

Le pS-Eau a participé à la 4^e rencontre organisée en Jordanie par ce projet, laquelle avait pour objectif d'analyser les résultats des travaux de ses quatre années d'existence.

Avec l'association Genre en action, lors de l'université d'été du Crid sur cette notion du genre dans la gestion de l'eau, le pS-Eau a aussi organisé un atelier qui a consisté en jeux de rôles devant inciter les participants à prendre conscience de celui des acteurs qui interviennent dans ce domaine.

Le pS-Eau a également pris en charge un acteur algérien pour participer à une formation sur le genre au Maroc.

Etude collectivités locales marocaines

Cette étude des financements et appuis accessibles aux collectivités locales marocaines s'inscrit dans la continuité de l'atelier « Eau, assainissement et coopération décentralisée », organisé en décembre 2008 à Agadir par le pS-Eau, l'ambassade de France au Maroc et ses partenaires marocains : secrétariat d'Etat à l'Eau et l'Environnement, direction générale des Collectivités locales, Office nationale de l'eau potable.

Parmi les demandes et les interrogations soulevées, les collectivités ont exprimé différents besoins, dont on retiendra les suivants : 1) information, à travers l'élaboration et la consolidation d'outils (bulletin d'information, guide méthodologique, etc.) ; 2) mise en contact et échanges, pour une meilleure connaissance entre les collectivités locales et leurs partenaires et appuis financiers potentiels ; 3) formation et renforcement des capacités de gestion locale.

L'étude concerne essentiellement les deux derniers points et constitue une première étape de diagnostic, primordiale, pour répondre spécifiquement aux besoins exprimés. L'objectif principal est de dresser un inventaire de l'ensemble des appuis et des financements existants et accessibles aux collectivités locales marocaines en matière d'eau et d'assainissement. Cet inventaire a pour vocation de permettre aux partenaires marocains et étrangers (notamment français) de partager le même niveau d'information (souvent centralisé à Rabat ou à Paris).

• Publications

Etude sur les financements et appuis accessibles aux collectivités locales marocaines pour l'eau et l'assainissement, Fabienne Perucca & Kamel Bouhmad & Jeanne Martin Pilleux, 82 pages, décembre 2010

• **Financement** : MEDDTL, agence de l'eau Rhône-Méditerranée et Corse, Union européenne

• **Contact** : Christophe Brossé (med@pseau.org)



Accompagnement des initiatives des migrants vivant en France

Dès sa constitution, le pS-Eau a porté une attention particulière aux dynamiques associatives des diasporas très actives, notamment sur la zone du bassin du fleuve Sénégal (Mali, Mauritanie, Sénégal) mais aussi au Maroc, aux Comores, etc.

Du fait de son expérience d'animateur de réseau et de sa méthodologie spécifique d'accompagnement des initiatives collectives, le pS-Eau s'est vu proposer un élargissement de son champ d'action principal (l'eau) à l'accompagnement des initiatives des migrants en matière de développement ou porteurs de projets économiques individuels, via l'animation de plusieurs programmes :

- le programme de codéveloppement franco-malien, clôturé en 2009 ;
- le projet Initiative de codéveloppement Sénégal, dont le pS-Eau a assuré la cellule relais de 2005 à 2008 ;
- Le programme Appui aux initiatives de solidarité pour le développement, dont le pS-Eau est la cellule relais depuis 2009 ;
- le programme Migration et initiatives économiques, clôturé fin 2010.

Programme Migration et initiatives économiques

Le Programme migration et initiatives économiques (PMIE), qui existait depuis 2001, a été clôturé le 31 décembre 2010 et n'a pas été reconduit. Ce programme visait à favoriser les initiatives économiques portées par les migrants dans leur pays d'origine ou en France, par la mobilisation, l'animation et la coordination d'un réseau d'acteurs qui apportaient leur expertise et fournissaient des services adaptés en appui conseil à des projets de création d'entreprises individuelles privées en France et en Afrique.

Après dix ans d'animation du PMIE, le pS-Eau s'est interrogé sur l'articulation de cette orientation à ses autres activités. L'évolution du public et des fonctions d'accompagnement du PMIE s'orientant davantage vers la création d'entreprises en Afrique (conduites ou non par des migrants), le pS-Eau a choisi de ne pas prolonger son rôle d'animateur du PMIE et de capitaliser ces dix années d'expériences pour les partager le plus largement possible avec tous les partenaires concernés.



La restitution du travail d'évaluation-capitalisation du programme, réalisé par une équipe de trois consultants (Christian Fusillier, Anne Lebissonais et Jean-Bernard Spinat) a eu lieu le 14 décembre 2010, en présence des principaux partenaires du programme. Toutes les présentations et le rapport d'étude sont en ligne*. Un document de capitalisation est en cours d'édition, à destination de tout acteur souhaitant s'investir sur le sujet.

Les conclusions des évaluateurs ont été les suivantes :

- . le PMIE était un programme novateur et efficient, qui a permis des avancées dans la connaissance de la problématique particulière des "migrants créateurs", le test d'outils intéressants et la production de documents de référence ;
- . ses principales limites ont été liées à son montage (chaîne d'accompagnement, ressources humaines, budget) et à l'implication des membres du réseau partenaire Game ;
- . les enseignements du PMIE (acquis et limites) permettent aujourd'hui de mieux réfléchir à la construction d'autres dispositifs plus ambitieux d'accompagnement de migrants créateurs d'entreprises.

* www.pseau.org/pmie/actualite/men_actualite.php

Suite à cette évaluation, la division Secteur financier et appui au secteur privé de l'Agence Française de Développement lance une étude rassemblant les principaux partenaires du PMIE, dont les réseaux français d'appui à la création d'entreprises qui se mobilisent aujourd'hui aussi pour appuyer les projets de migrants et renforcer les structures d'appui aux entrepreneurs privés au Sud.

Les fonctions de Marie-Laure Gibaud, coordinatrice du programme ont pris fin au sein du pS-Eau fin décembre 2010.

Durant toute l'année 2010, le PMIE a continué d'octroyer des appuis financiers à des entrepreneurs pour réaliser une étude de marché ou des démarches de finalisation du lancement d'une entreprise, avec l'appui d'organismes professionnels locaux. L'attribution de bourses entretenait les relations de collaboration entre les membres du réseau Game, et avec ses partenaires experts. Elles servaient de base pour introduire des améliorations méthodologiques et alimenter la capitalisation.

Le *Guide pratique pour entreprendre en Côte d'Ivoire*, édité en 2009, qui rassemble des informations méthodologiques et pratiques compilées par des opérateurs du Game au Nord et au Sud a montré sa pertinence (retours positifs sur sa forme et un grand nombre de demandes).

Une mission au Burkina Faso a permis de confirmer l'existence de dispositifs opérationnels et performants d'appui aux initiatives entrepreneuriales dans ce pays. Conçus en partenariat avec la Maison de l'Entreprise au Burkina Faso, le guide *Entreprendre au Burkina Faso*, publié en 2010, fait maintenant connaître, notamment aux jeunes diplômés burkinabés et à ceux résidant en France, les appuis dont ils peuvent bénéficier pour se lancer dans l'entrepreneuriat. L'un des objectifs de la conception et l'édition des guides pays était également d'inciter les opérateurs d'appui du Sud à élaborer des supports d'information ciblés sur le même modèle. Le partenaire sénégalais CSFA a exprimé le souhait de reprendre la maquette de ces guides pour en élaborer un pour le Sénégal.

Un certain nombre de partenaires du PMIE ont programmé des ateliers sur la création d'entreprises, en sollicitant l'intervention du PMIE. Pendant cette période transitoire, il s'est avéré plus pertinent pour le PMIE de participer à ces événements plutôt que d'en prendre lui-même l'initiative. Sur ces bases, le PMIE a participé à plus de six des rencontres organisées par ses partenaires.

• **Financement** : AFD, MIINDS

Programme d'Appui aux Initiatives de Solidarité pour le Développement

Le pS-Eau assure l'animation de la cellule relais du programme d'Appui aux initiatives de solidarité pour le développement (PAISD) depuis le 26 janvier 2009, date de la signature de la convention de financement entre le gouvernement de la République du Sénégal et le gouvernement français.

Le PAISD accompagne les initiatives des ressortissants sénégalais établis en France, porteuses de développement économique et social au Sénégal à travers cinq composantes : 1) l'accompagnement des initiatives économiques ; 2) la mobilisation de la diaspora hautement qualifiée ; 3) le développement local dans les régions d'origine ; 4) le volontariat de la solidarité pour le développement ; 5) le désenclavement numérique.

Le dispositif est mis en œuvre au Sénégal par la direction de l'Assistance technique sénégalaise logée au secrétariat général de la Présidence de la République. En tant que cellule relais du programme sur le territoire français, le pS-Eau assure l'information et la communication sur le PAISD auprès des migrants et des partenaires au développement, l'orientation, l'appui-conseil au montage de projet, l'interface entre les porteurs de projet et la cellule de coordination du PAISD au Sénégal, l'instruction et le suivi des projets, la mobilisation des partenaires.

En 2010, le pS-Eau a poursuivi ses missions d'animation du PAISD en France et a, à ce titre, organisé de nombreuses rencontres d'informations sur l'ensemble du territoire national auprès des migrants sénégalais et des partenaires au développement à Paris et en région parisienne (Mantes La Jolie, Montreuil, Cergy, Bobigny, Les Mureaux, Boulogne) ainsi qu'à Bordeaux et Montpellier.



Plus de 60 associations de ressortissants sénégalais porteuses d'un nouveau projet de développement local ont été accueillies et conseillées dans le montage de leur projet. Une diversification des zones d'origine des ressortissants sénégalais porteurs de projets a été amorcée : plusieurs projets sont en cours de montage dans des régions peu couvertes par le dispositif dans les années précédentes : région de Sédhiou, de Kédougou, de Saint Louis et de Louga.

Des projets d'envergure fédérant des ressortissants originaires de plusieurs villages ont vu le jour : construction et équipement de collèges et de lycées, réalisation d'adduction d'eau potable multi-villages, etc. Plus de 50 porteurs de projets de création d'entreprises au Sénégal ont été accueillis et orientés dans leurs démarches. De nombreux partenaires techniques et financiers ont été mobilisés : fondations, collectivités locales (communes, département, région), associations, universités. Des projets de conventions de partenariat sont à l'étude.

La composante 4 du dispositif relative au volontariat de solidarité pour le développement a été lancée, et la communication effectuée auprès des jeunes a favorisé l'inscription d'un nombre croissant de jeunes issus de la diaspora sur le site du PAISD au second semestre. Plus de 100 candidats ont déjà été recensés avec un intérêt pour ce dispositif.

En lien avec la cellule de coordination du PAISD, logée à la direction de l'Assistance technique au Sénégal, la cellule relais a contribué à l'instruction et au suivi des projets associatifs en cours et à la mobilisation de nombreux partenaires techniques et financiers autour des initiatives portées par les migrants sénégalais.

- **Financement** : AFD, MIINDS
- **Contact** : Sylvette Milin (milin@pseau.org)

Pôle Communication et diffusion de l'information

Valoriser et diffuser l'information
nécessaire aux acteurs du secteur

L'une des vocations premières du pS-Eau est d'apporter aux acteurs de la coopération, dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, les informations qui leurs sont utiles pour agir, en s'appuyant sur un réseau d'acteurs et d'expertises toujours croissant.

Au sein des pôles d'activités du pS-Eau, Recherche action et Appui conseil, ces activités de communication jouent un rôle prépondérant et transversal, pour faire connaître largement nos ressources et nos outils auprès d'une large diversité d'acteurs, valoriser les expériences intéressantes, diffuser les enseignements de la recherche et promouvoir la solidarité internationale.

Recensement des acteurs et des actions

Afin de disposer d'une vision globale et objective de la coopération non gouvernementale dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, le pS-Eau assure le recensement des projets menés et des acteurs mobilisés et diffuse ces informations dans des bases de données consultables gratuitement en ligne.

Annuaire des acteurs

Contenant aujourd'hui plus de 20 000 contacts, dont les coordonnées sont accessibles pour certaines directement en ligne, la base de données recense les acteurs clés de la coopération internationale dans le secteur de l'eau et de l'assainissement : les acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale, leurs partenaires du Sud, des partenaires techniques et financiers répartis dans plusieurs pays, notamment en France et en Afrique francophone.

• www.pseau.org/organismes

Fiches-actions

Qui sont les acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale intervenant dans un même pays ou dans une même région, quels sont les partenaires techniques mobilisés, quelle est l'origine des financements, quels sont les ouvrages réalisés ?

A toutes ces questions, le système de « fiches-actions » de l'Atlas en ligne de la coopération décentralisée et non gouvernementale eau et assainissement,

élaboré par le pS-Eau, fournit des réponses sur actuellement plus de 600 actions identifiées, chacune géo-référencée.

Des liens ont commencé à être développés avec les bases de données des projets du ministère des Affaires étrangères (Atlas de la coopération décentralisée) et des Agences de l'eau (base Acodia animée par l'OiEau).

• www.pseau.org/actions

Assurer le monitoring des actions de la coopération décentralisée et non gouvernementale

Le pS-Eau assure un suivi qualitatif et quantitatif des actions eau et assainissement menés par les acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale. Il collecte régulièrement les données sur les partenariats et les engagements financiers de ces acteurs pour étudier leurs modes d'intervention, identifier les dispositifs financiers offerts aux porteurs de projet, et comptabiliser les montants financiers mobilisés chaque année dans le secteur.

Dans le cadre d'une opération spécifique avec la division Eau de l'AfD, l'analyse a principalement porté sur les engagements des principales collectivités locales françaises entre 2007 et 2009. Cette étude a concerné environ 300 acteurs et 650 actions de coopération. Elle définit une typologie des acteurs et de leurs modes d'intervention, et fournit pour la première fois une vision consolidée précise des montants mis en œuvre, directement ou par effet de levier. Les résultats et la synthèse de cette étude sont disponibles sur le site web du pS-Eau, à l'adresse www.pseau.org/coopdec

Mise à disposition d'informations sur l'eau et l'assainissement

Pour répondre à un fort besoin des acteurs de la solidarité internationale, basés en France et dans les pays du Sud, de disposer d'informations utiles pour leurs interventions dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, le pS-Eau assure une veille permanente et met à disposition des acteurs toutes les informations qui peuvent les intéresser concernant l'actualité du secteur et de ses acteurs, celle de l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les pays en développement, les politiques sectorielles dans chaque pays d'intervention des acteurs français de la coopération décentralisée, les initiatives et expériences en cours, les opportunités de financement, les partenaires techniques potentiels au Nord et au Sud, les technologies adaptées au secteur et aux pays d'intervention, les offres d'em-



ploi, les appels à propositions, les offres de formation, etc. Ces informations sont diffusées par différents moyens accessibles à tous les acteurs, au Nord comme au Sud.

Participation à des réunions d'informations organisées par les membres du réseau

Le pS-Eau est régulièrement sollicité pour participer à des réunions organisées par des membres du réseau (Cités Unies France, réseaux régionaux, collectivités, agences de l'eau...) afin de diffuser auprès des acteurs d'un territoire des informations sur un thème lié au secteur de l'eau et de l'assainissement ou sur les pays d'intervention.

Un site internet sur l'ensemble des activités du pS-Eau et l'actualité du secteur

Afin de répondre en permanence aux besoins des acteurs du secteur en termes de recherche de partenaires, d'informations, de savoirs, etc., le site web du pS-Eau a été enrichi de pages plus opérationnelles, certaines offrant aux acteurs intéressés des informations concernant les possibilités de financements des projets de solidarité internationale, d'autres livrant sur une page spécifique toutes les informations concernant un pays d'intervention (présentation de la politique sectorielle et du contexte, documents et contacts de référence, etc.) Ces pages pays existent actuellement pour le Burkina Faso, Madagascar, Haïti, le Niger et le Maroc. Les bases de données ont également été alimentées tout au long de l'année.

Une lettre d'information

La lettre du pS-Eau est diffusée quatre fois par an, par courrier postal et par courrier électronique auprès des membres du réseau pS-Eau. Moyen premier d'information et de communication du pS-Eau, la lettre est la production écrite la plus diffusée par l'association. Elle est à la fois un moyen de tenir les partenaires informés des activités du pS-Eau et des actualités du secteur, de faire connaître et de diffuser les enseignements de programmes d'actions ou de recherches menés par l'ensemble des acteurs. En 2010, quatre numéros de la lettre ont été publiés ; 2000 exemplaires de chaque numéro ont été diffusés par voie postale en version papier et à 15 000 personnes par courrier électronique, touchant ainsi une grande diversité d'acteurs du secteur de l'eau et de l'assainissement.

Des mailings ciblés adressés aux membres du réseau

Le pS-Eau envoie régulièrement à ses abonnés par e-mail des informations spécifiques pouvant les concerner : grands événements du secteur (rencontres), opportunités de financement (appels à propositions, etc.), publications.

Une bibliothèque numérique, proposant plus de 900 références sur le secteur de l'eau et de l'assainissement

Le travail de veille documentaire et d'enrichissement de la bibliothèque numérique est mené de manière continue. En 2010, 350 nouveaux documents (ouvrages, guides, etc.) sont venus s'ajouter à un éventail déjà très large de publications. Environ 1 200 documents de référence et plus de 950 documents pédagogiques sont ainsi actuellement consultables sur la bibliothèque numérique et la base de données Pédag'eau.

La base Pédag'eau, est un répertoire en ligne — parallèle à la base documentaire générale — des outils pédagogiques eau assainissement et coopération. Mise en place en partenariat avec l'Arene IdF, Pédag'eau permet à un large public (collectivités, associations, enseignants, animateurs...) de trouver les structures et les outils les mieux adaptés à l'éducation au développement. Elle propose de nombreux livres, revues, ouvrages de documentation, documents pédagogiques écrits, malles pédagogiques, expositions, récits d'expériences, jeux, cédéroms, cassettes vidéo, audio, etc., dont certains sont directement téléchargeables.

- Financement : Arene IdF, Fondation Veolia Environnement, AFD
- Contact : Michel Taquet (communication@pseau.org)



Diffusion des enseignements de la recherche

Le pS-Eau diffuse les enseignements des programmes de recherche qu'il pilote ou qu'il suit, ainsi que les divers travaux de capitalisation et d'expérimentation. De nombreuses publications (notamment des *Cahiers techniques*) fournissent des éléments pragmatiques d'aide à la décision et des recommandations pour faciliter les interventions. De nombreuses rencontres thématiques ont été organisées.

Valorisation de la coopération décentralisée et non gouvernementale

Sensibiliser les acteurs potentiels à s'engager dans le financement d'actions portant sur les secteurs de l'eau et de l'assainissement est une partie importante des activités menées par le pS-Eau. Diverses réunions ont ainsi eu pour but de sensibiliser les collectivités territoriales non impliquées à ce jour sur les bénéfices d'un engagement dans la solidarité internationale et des conférences, tables rondes, etc., ont été organisées à l'adresse des élus, des acteurs associatifs et universitaires, du milieu scolaire, pour présenter les enjeux du secteur, aussi bien en France qu'à l'étranger. Le pS-Eau a également apporté sa contribution aux débats internationaux.

Animation du dialogue entre l'Etat et les acteurs français

Pour susciter la participation technique et financière d'un nombre accru de collectivités et de leur groupements œuvrant dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, un groupe d'échanges, sous l'égide du Comité national de l'eau (CNE) et de la Commission nationale de la coopération décentralisée (CNCD), a vu le jour en septembre 2005 à l'initiative de la ministre de l'Écologie et du Développement durable et de la ministre déléguée à la Coopération, des présidents des associations nationales d'élus, du directeur général de l'AFD et des directeurs des agences de l'eau. Ce groupe, présidé par Jacques Oudin, est coprésidé par Jean-Paul Colin, vice-président du Grand-Lyon. Le pS-Eau assure le secrétariat opérationnel, dont les frais sont pris en charge par la direction de l'Eau et de la Biodiversité du ministère du Développement durable (MEDDTL) et la direction de l'Action extérieure des collectivités territoriales du MAEE, dans le cadre de conventions avec le pS-Eau.

En 2010, les travaux du groupe se sont inscrits dans le cadre du processus français, européen, euro-méditerranéen et international du 6^e Forum mondial de l'eau, prévu à Marseille en 2012. Axés sur la mise en œuvre de rencontres entre les acteurs français de la coopération décentralisée et la diffusion d'informations, ils ont permis d'améliorer les connaissances relatives aux apports et contraintes spécifiques à l'ensemble de la coopération eau et assainissement.

Outre l'animation du groupe et la production de comptes rendus des échanges, le groupe a participé, en lien avec Cités Unies France et Cités et gouvernements locaux unis, aux réunions organisées pour mobiliser les collectivités locales et les agences de l'eau, appelées à promouvoir la coopération décentralisée sur leurs bassins.

Une étude sur les appuis techniques et financiers nécessaires aux projets des collectivités locales au Maroc a été réalisée sur la base des recommandations issues du séminaire franco-marocain organisé par le groupe en 2008.

Une mission au Vietnam a permis de s'imprégner du contexte, d'identifier les acteurs du secteur, de diagnostiquer les besoins et d'établir comment le groupe et la coopération décentralisée pouvaient s'impliquer dans ce pays.

Enfin, un bilan de la loi Oudin sur la période 2006-2009 a été dressé et diffusé ainsi qu'une note de travail sur l'extension de son principe à l'Europe.

- **Financement** : ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement, ministère des Affaires étrangères et européennes
- **Contact** : Céline Noblot (noblott@pseau.org)

Partage des actions menées par les acteurs français et d'Afrique francophone avec la communauté internationale

Au niveau français

En 2010, le pS-Eau a poursuivi son implication active au sein du Partenariat français pour l'eau (PFE) en participant, en juin, à la première rencontre préparatoire du 6^e Forum mondial de l'eau. Il a mobilisé dans ce cadre le groupe des partenaires français intéressés par la problématique de l'assainissement.

Au niveau européen

Le pS-Eau s'est également très fortement impliqué dans le cadre de la Facilité ACP-UE pour l'eau, par une large diffusion des appels à propositions et par l'accompagnement des acteurs non gouvernementaux dans la formulation de projets. Deux sessions de formation spécifiques ont été organisées à Paris et à Lyon. Vis-à-vis de l'Initiative européenne pour l'eau, le pS-Eau a poursuivi un léger suivi, par voie électronique, le relais ayant été passé à la Coalition Eau.

Au niveau africain

En 2010, le pS-Eau a poursuivi son engagement vis-à-vis du Partenariat pour le développement municipal (PDM) et a continué à poser les bases pour une articulation renforcée avec l'Association africaine de l'eau et Cités et gouvernements locaux unis d'Afrique.

- **Financement** : AFD
- **Contacts** : Christophe Le Jallé (le-jalle@pseau.org)



3 Budget et organisation

Depuis 2000, le pS-Eau est structuré en association loi 1901, présidée par M. René Ala, ambassadeur de France.

Le conseil d'administration compte 20 personnes ; une équipe permanente de 12 personnes, dirigée par Pierre Marie Grondin, en applique les décisions.

Diversification des sources de financement

L'évolution du budget du pS-Eau durant ces dix dernières années montre un effort de diversification des ressources.

Du côté des financements publics de l'Etat, deux phénomènes sont à observer. D'une part l'engagement régulier, par des conventions pluriannuelles, du ministère de l'Ecologie et son implication accrue sur des zones géographiques particulières comme le bassin méditerranéen et ou des thématiques comme les normes de services. D'autre part une poursuite de l'appui du MAEE aux actions des collectivités territoriales, en s'attachant particulièrement à l'essor de la loi Oudin et un progressif transfert de cet appui vers l'AFD, notamment sur les activités de recherche-action menées par le pS-Eau.

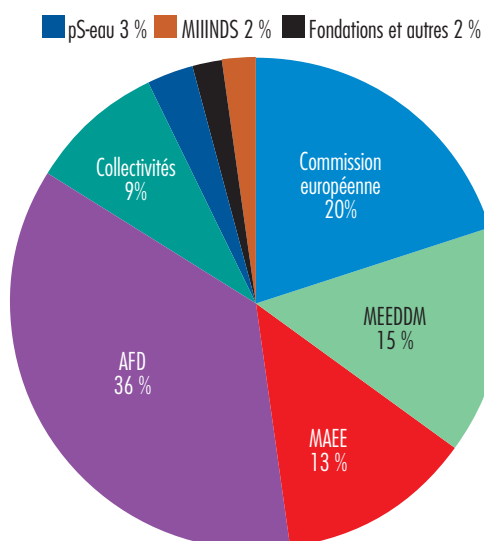
Sur le plan des financements sous souverains, le poids des collectivités a augmenté, comme celui des agences de l'eau. Actuellement ce sont deux fois 10 % du budget qui sont respectivement assurés par ces acteurs. Cette évolution qui devrait se confirmer avec l'accroissement du nombre de collectivités appliquant la loi Oudin conduit le pS-Eau à développer progressivement des conventions de partenariat pluriannuelles auxquelles s'adosent des accords annuels sur des opérations conjointes. Cet effort se traduit par des conventions avec des

Evolution des sources de financement du pS-Eau

Année	Budget total	Etats	Autres
2001	250 000 €	100 %	
2002	280 000 €	99 %	1 %
2003	300 000 €	98 %	2 %
2004	400 000 €	95 %	5 %
2005	870 000 €	85 %	15 %
2006*	1 100 000 €	83 %	17 %
2007	1 100 000 €	80 %	20 %
2008	1 170 000 €	80 %	20 %
2009	1 230 000 €	79 %	21 %
2010	1 300 000 €	78 %	22 %

* Hors forum mondial de l'eau de Mexico

Les sources de financement

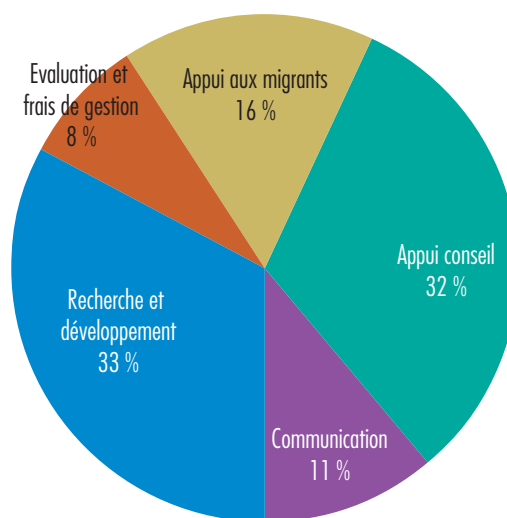


partenaires importants comme la communauté urbaine de Lyon ou l'Arené Ile-de-France. La situation budgétaire actuelle dans laquelle se trouvent les collectivités ne favorise cependant pas l'essor de ces conventions. Cela est particulièrement vrai avec les régions qui, bien qu'intéressées par l'application de la loi Oudin, s'impliquent encore trop peu dans le programme.

N'oublions pas la hausse de la mobilisation des fondations et des partenaires privés (11 millions d'euros mobilisés en 2010 sur des actions de coopération, sans compter l'apport technique assuré). Cette hausse se traduit également et logiquement par un accroissement de l'appui demandé au pS-Eau.

Cette évolution de l'origine des ressources s'accompagne d'un besoin de proximité. L'ouverture d'une antenne à Lyon et la confirmation de l'intérêt du travail d'appui conseil qu'elle assure auprès de l'agence de l'eau RMC, de la région Rhône-Alpes et du Grand-Lyon nous conforte en ce sens. Notre présence à Montpellier est également appréciée et le conseil général de l'Hérault est un acteur pilote qui s'implique de plus en plus dans des activités de coopération portant sur l'eau et l'assainissement.

Ce travail sur le territoire requiert une nouvelle répartition des charges confiées à son personnel. Le pS-Eau ne peut croître de manière inconsidérée (12 à 14 permanents semble un nombre suffisant) ; il lui faut s'appuyer sur les réseaux locaux exis-



Les allocations budgétaires

tants qui peuvent le relayer efficacement en matière d'accompagnement et de diffusion de l'information.

Les membres de l'association et particulièrement ceux du conseil d'administration et du comité scientifique vont devoir jouer un rôle de plus en plus important. C'est grâce à son réseau (acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale, centres de recherche, bureaux d'études, compagnies privées françaises et étrangères, etc.) que le pS-Eau fonctionne et il est nécessaire que le personnel permanent s'appuie sur ce réseau et sa dynamique. Les outils de communication et de capitalisation développés par notre service informatique nous y aideront.

Le conseil d'administration du pS-Eau

Président	René ALA
Vice-Président	Pierre-Frédéric TENIERE-BUCHOT
Trésorier	Bruno VALFREY
Secrétaire	Thierry VANDEVELDE

Membres d'honneur

M. Stéphane HESSEL (ambassadeur de France)
L'Association des maires de France (AMF)

Autres membres du conseil d'administration

M. Jean-Claude ANDREINI, Burgeap
M. Stéphane CAMBOU, conseil régional du Limousin
M. Laurent CHABERT D'HIERES, Eau vive
M. Jean Claude CLERMONT, Aquassistance
M. Jean Paul COLIN, communauté urbaine de Lyon
M. Xavier CREPIN, Isted (Institut des sciences et techniques de l'équipement et de l'environnement pour le développement)
M. Bertrand DELANOE, Association internationale des maires francophones (AIMF)
M. Michel DESTOT, Association des maires de grandes villes de France (AMGVF)
M. Marc GENTILINI, Académie de l'eau
Mme Bénédicte HERMELIN, Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques (Gret)
M. Charles JOSSELIN, Cités Unies France (CUF)
Mme Anne LE STRAT, mairie de Paris
M. Jean-François MATTEI, Croix-Rouge française
M. Rémi POCHAT : Laboratoire central des Ponts et Chaussées
M. Olivier THIBAUT, agence de l'eau Artois-Picardie

L'équipe d'animation

Directeur

Pierre-Marie Grondin, grondin@pseau.org

Comptabilité

Houharia Farsi farsi@pseau.org

Outils numériques et gestion de l'information

Michel Taquet taquet@pseau.org

Recherche et développement

Christophe Le Jallé le-jalle@pseau.org
Denis Désille desille@pseau.org

Appui conseil aux acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale

Guillaume Aubourg aubourg@pseau.org
Sophie Charpentier charpentier@pseau.org
Vincent Dussaux dussaux@pseau.org
Céline Noblot noblot@pseau.org

Appui conseil en région Rhône-Alpes et bassin Rhône Méditerranée

Rémi Gatineau
Carole Bonnet
Philippe Mouton mouton@pseau.org
Christophe Brossé med@pseau.org
Jacky Cottet cottet@pseau.org

Migration et initiatives économiques (PMIE) Marie-Laure Gibaud

Programme d'Appui aux Initiatives de Solidarité pour le Développement au Sénégal (PAISD)

Sylvette Milin milin@pseau.org

Le programme Solidarité Eau a été créé en 1984, lors d'un sommet des ministres européens, afin de répondre au défi de la décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement. Son but : accompagner les initiatives locales de coopération internationale dans le domaine de l'eau. Le programme a été soutenu par les pouvoirs publics français, le ministère des Affaires étrangères en premier lieu, mais aussi le ministère en charge de l'Environnement, ainsi que celui de l'Emploi et de la Solidarité.

Aujourd'hui, Le pS-Eau est reconnu par l'ensemble des acteurs français et internationaux, aussi bien des pays du Nord que du Sud, des acteurs non gouvernementaux que des coopérations bilatérales et multilatérales, comme un lieu neutre de concertation avec les pouvoirs publics, de rapprochement entre les opérateurs, d'appui-conseil et de renforcement des capacités d'intervention dans le domaine de l'eau. Reflétant la multiplicité et la diversité de la coopération décentralisée et non gouvernementale, le pS-Eau s'attache à répondre à l'ensemble des sollicitations du plus petit des acteurs aux porteurs de projets les plus vastes.

Le pS-Eau est un réseau d'acteurs regroupant 25 000 correspondants engagés dans l'amélioration de l'accès à l'eau et l'assainissement pour tous.



programme Solidarité Eau

32, rue Le Peletier 75009 Paris

T. 33 (0)1 53 34 91 20 / Fax 33 (0)1 53 34 91 21

pseau@pseau.org • www.pseau.org